

Bruxelles, le 7.10.2015
C(2015) 6758 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7.10.2015

**relative au programme d'action annuel 2015 en faveur de la République démocratique
du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7.10.2015

relative au programme d'action annuel 2015 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel pour la période 2014-2020³, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre du 11^e FED⁴ vise à contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la République démocratique du Congo en renforçant les liens entre les résultats en termes de conservation et l'augmentation concomitante des retombées économiques pour la population concernée.
- (3) L'action intitulée «Environnement et agriculture durable pour la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la République démocratique du Congo» est mise en œuvre à travers une modalité de projet par (i) Gestion indirecte avec la République démocratique du Congo; (ii) Gestion indirecte avec le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) et (iii) Gestion directe.
- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à l'entité désignée dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3904

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que cette entité garantisse un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Cette entité respecte les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.

- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (7) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Quatre subventions en octroi direct sont prévues dans le cadre de ce programme, notamment: (i) Subvention au Fonds Mondiale pour la Nature (WWF) pour les activités concernant le Parc National de la Salonga; (ii) Subvention à l'African Parks Network (APN) pour les activités concernant le Parc National de la Garamba; (iii) Subvention à la Fondation Virunga pour les activités concernant le Parc National des Virunga. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car les bénéficiaires se trouvent dans une situation de monopole de droit car des Accords de Collaboration ont été conclu entre l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et les bénéficiaires et des Partenariats pour une délégation de responsabilité de gestion et de coordination sont finalisés ou sont en cours de finalisation. (iv) Subvention à la Fondation Virunga pour les activités concernant les Microcentrales hydro-électriques dans les Virunga. Le recours à cette procédure d'octroi se justifie car le bénéficiaire se trouve dans une situation de monopole de fait. En effet, il est le seul opérateur à avoir conçu, réalisé et cofinancé des ouvrages similaires à l'Est de la République démocratique du Congo au cours des dix dernières années. Il a financé et réalisé les études de faisabilité (techniques, environnementales et sociales) et la consultation locale des nouvelles centrales. Il est le seul à pouvoir réaliser dans des conditions de sécurité acceptables des ouvrages dans les zones instables de l'Est de la République démocratique du Congo et à accéder aux cofinancements (blending) nécessaires.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (10) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au

sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne⁶.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative au programme d'action annuel 2015 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée en annexe, est adoptée.

Le programme comporte l'action suivante:

- Annexe : Environnement et agriculture durable pour la sauvegarde des sites biologiques prioritaires de la République démocratique du Congo.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 120 000 000 EUR et est financée sur le Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans l'annexe, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le

⁶ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 7.10.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission